
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MARS 1919

Proposition de loi

modifiant le Code de commerce (Titre IX des Sociétés), relativement
à la nationalité des associés, administrateurs et commissaires
des sociétés belges.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Les sociétés commerciales formées sous l'empire de la loi du 25 mai 1913, constituent des individualités juridiques distinctes de celle des associés.

Ni l'origine des capitaux, ni la nationalité des associés, ni celle des gérants ou administrateurs, ni le lieu où se poursuit l'activité sociale n'exercent d'influence sur la nationalité de la société elle-même.

Il suffit que les associés aient entendu se soumettre à la loi belge, aient réellement établi le principal établissement de la société — son siège social — en Belgique, pour que la société soit belge.

Une société dont le capital tout entier serait la propriété d'étrangers, dans le conseil de laquelle ne figurerait pas un seul Belge, ne pourrait cependant être considérée comme étrangère, ou être soumise à un régime différent de celui qui régit une société dont tous les associés sont belges.

Contrairement aux règles en vigueur dans d'autres pays, le bénéfice de la personnification civile est accordé automatiquement, par le seul fait de la déclaration de la volonté des associés de former une individualité juridique. Elle est de droit, et non de concession ou de faveur. L'autorisation gouvernementale n'est pas requise pour la constitution des sociétés commerciales ou leur fonctionnement, quel que puisse être le but qu'elles poursuivent, si ce but n'est pas contraire à la loi, fut-il en opposition avec nos intérêts économiques vitaux.

Il ne convient pas de discuter ici si c'est à tort ou à raison que la législation belge s'est montrée jusqu'à présent si libérale vis-à-vis des étrangers.

Mais ce qu'il importe de constater, c'est que la politique économique d'hier ne sera certainement pas celle de demain : notre pays ne peut demeurer également accueillant et hospitalier aux entreprises commerciales et industrielles que les étrangers, à quelque nation qu'ils appartiennent, voudraient exercer sur notre sol, dans n'importe quel but. Le régime de neutralité imposé à la Belgique entraînait des devoirs, des obligations — même sur le terrain des relations économiques — au sujet desquels notre pays a recouvré son entière indépendance.

La Belgique a repoussé par les armes la conquête de son territoire dans la guerre militaire. Mais demain elle se trouvera engagée dans la guerre économique — et de son issue dépend le sort de notre pays.

A l'agression violente et brutale succéderont des tentatives d'emprise lente et persévérante. L'ennemi s'efforcera de pratiquer dans l'ombre ses travaux d'approche. Il dissimulera sous le manteau des fausses étiquettes et des mentions d'origine mensongères, sous le masque des firmes et des enseignes de complaisance, ses produits et ses établissements. Cette guerre ne sera pas moins grave dans sa conduite et décisive dans son issue.

Il importe que la lutte se poursuive à visages découverts; que nous sachions désormais avec qui nous traitons, — amis ou ennemis : « *La Belgique d'abord aux Belges* », et ensuite à ceux qui ont lutté avec la Belgique, qui se sont montrés ses amis et ses associés fidèles et loyaux aux jours sombres.

Quelle pourrait être la valeur réelle d'un contrat ou d'une promesse d'ordre commercial là où un traité de droit public peut être considéré comme un chiffon de papier, où la nécessité ne connaît pas le droit, alors qu'il y aura nécessité demain à gagner les batailles commerciales.

N'oublions jamais.

Aussi, l'on ne comprendrait pas que l'on éprouvât à l'avenir des difficultés ou des retards à constater quelle est la nationalité de celui avec qui nous traitons, d'où viennent ou bien où doivent aller les capitaux qui se présentent; où sont fabriqués les produits qu'on nous offre.

Personnes et biens doivent être munis de leur carte d'identité.

Nous sommes persuadés que des dispositions de police générale du commerce interviendront à cet égard à bref délai.

Aucun étranger ne peut séjourner en Suisse sans déposer une feuille d'immatriculation de son consulat certifiant son identité et l'authenticité de son acte de naissance, livret de famille, etc.

En Espagne, toute personne doit être munie d'une cédula d'identité.

En Italie, un décret rend obligatoire la déclaration de nationalité des commerçants et industriels.

Un projet de loi soumis à la Chambre des communes porte que chaque commerçant doit afficher dans le local où il exerce un extrait du registre de population indiquant sa nationalité.

En Espagne, en Suisse, en Norwège, au Danemark, en Hongrie, en Allemagne, la loi a institué les registres du commerce.

La France poursuit cette œuvre.

Il est temps que notre pavillon national ne couvre plus l'étranger et l'ennemi. Nous avons retrouvé trop de commis voyageurs, d'employés de commerce, de directeurs d'industries étrangères dans les Kommandantures, les Centrales, les administrations qui ont favorisé l'invasion ou rançonné nos populations, pillé nos industries.

Toutes les mesures que nous venons de rappeler et qui apparaissent comme indispensables autant que pratiques en ce qui concerne les individus risquent de rester impuissantes et vaines vis-à-vis des capitaux et des associés des sociétés dont l'anonymat est la base.

La législation actuelle offre, en ce qui concerne celles-ci, un moyen facile aux étrangers de dissimuler leur nationalité et l'origine des capitaux commerçant en Belgique. Elle autorise la manifestation la plus étendue de cette internationalisation des capitaux qui a permis de dire que « l'argent n'a pas de patrie »; qui nous a permis de constater, même au cours de la guerre, des tentatives de rapprochement et de compromission entre « gens d'affaires ».

Pour parvenir au résultat qui doit être atteint, pour savoir si une société n'est pas « étrangère d'expression belge », il importe que le public puisse aisément connaître le nom et la nationalité de ceux qui ont à l'origine constitué la société, la nationalité des administrateurs et commissaires.

L'action des sociétés anonymes est au porteur, et dès lors l'actionnaire belge à l'origine peut passer la main à un étranger et *vice-versa*. Il ne peut cependant être question d'enlever à l'action son caractère de titre au porteur, qui en fait un puissant instrument de crédit et d'initiative pour la société anonyme.

On ne condamne pas les issues de la maison pour qu'elle ne fournisse refuge à des malfaiteurs, mais on assure l'active surveillance de ceux qui pourraient la fréquenter.

Malgré le caractère de transmissibilité de l'action il est possible, au cours de l'existence sociale, de se rendre compte de la nationalité d'un nombre plus ou moins grand de porteurs d'actions : il suffira de mentions dans le registre des actionnaires et dans les listes de présence aux assemblées.

Le contrôle ne sera sans doute pas complet. Aujourd'hui il est impossible.

Il importe aussi, pour la sauvegarde de nos intérêts économiques, d'empêcher que l'influence belge domine dans les conseils d'administration et de surveillance des sociétés nationales.

L'œuvre d'épuration déjà opérée dans les conseils de certaines sociétés, les renseignements déjà recueillis, notamment par les séquestres, ont révélé combien en Belgique comme en France l'étranger avait abusé des facilités que lui assurait notre loi sur les sociétés pour obtenir des concessions, des commandes, des avantages de toute nature dont sinon tout le profit, au moins le principal profit était recueilli à l'étranger.

C'est pourquoi les dispositions que nous vous soumettons ont pour objet d'assurer la majorité à nos nationaux dans toutes les sociétés qui réclament le bénéfice et la protection de notre législation.

Certaines initiatives auraient voulu davantage, fixer la majorité aux deux

tiers. Mais on ne peut perdre de vue qu'autant nous avons intérêt à éloigner certains étrangers autant nous pouvons avoir un intérêt égal à rechercher la collaboration d'autres.

D'autre part une loi permanente ne pourrait aller jusqu'à proscrire, ainsi que le suggèrent certaines propositions de loi présentées à l'étranger, la participation à la gestion des sociétés belges de personnes d'une nationalité déterminée : C'est au patriotisme belge qu'appartient cette œuvre. C'est aux administrateurs belges qu'il convient de refuser de renouer des relations, de siéger avec des collègues étrangers dont la coopération froisse l'opinion publique; c'est au public — en refusant de traiter avec des sociétés qui accepteraient une administration ainsi composée — d'assurer la police de notre industrie nationale.

Remarquons que la mention de la nationalité actuelle, sans plus, des administrateurs et des commissaires serait dans bien des cas insuffisante pour édifier le public sur la véritable nationalité des administrateurs et des commissaires.

C'est ainsi que, bien qu'il ne soit pas possible de posséder deux nationalités à la fois, certains pays — telle l'Allemagne par sa loi du 22 juillet 1913 — ont admis qu'un nationalisé allemand pouvait être naturalisé belge sans perdre sa nationalité d'origine : il lui suffit de poser des actes ou de fournir des déclarations qui restent ignorées du public pour ne posséder que les apparences de sa nouvelle nationalité et rester allemand en droit comme il le restera en fait.

En attendant les dispositions qui ne peuvent manquer d'intervenir relativement à la qualité de Belge acquise par option, naturalisation, mariage, ou encore pour régler la situation juridique des *heimatloss* — ces vagabonds internationaux — l'indication de la date de l'acte ou du fait d'où résulte l'acquisition de la nationalité belge, fournira de bien utiles indications.

Enfin, il importe que les actionnaires soient en mesure dès leur première réunion d'assurer la complète exécution de la présente loi. Le principe de la loi de 1913 est d'ailleurs que les administrateurs et commissaires sont à toute époque révocables.

Le principe directeur de la loi sur les sociétés, celui qui constitue la seule sauvegarde contre les abus, est la publicité. Le projet actuel la renforce sur des points essentiels. Il importe que nous sachions désormais non seulement quelles sont les affaires auxquelles on nous invite à nous intéresser, mais quels sont ceux qui nous les présentent.

Le projet de loi en faveur duquel nous sollicitons l'agrément du Parlement peut se réclamer d'un précédent :

La loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles prévoit (article 4) que « la direction de l'union ne peut être confiée qu'à des Belges ou à des étrangers autorisés à établir leur domicile dans le royaume et y résidant effectivement ». L'article 5 exige que soit annexée aux statuts « la liste des membres qui, à un titre quelconque, participent à la direction de l'union ou à la gestion de ses biens. Elle porte en regard de chaque nom et prénom, l'indication de la nationalité... etc. ».

P. WAUWERMANS.

PROPOSITION DE LOI

modifiant le Code de commerce (Titre IX des Sociétés), relativement à la nationalité des associés, administrateurs et commissaires des sociétés belges.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 7, 30, 32, 36, 42, 51, 53, 58, 63, 64, 74, 76, 78, 117 et 173 des lois des 18 mai 1873, 26 décembre 1881, 22 mai 1886, 16 mai 1901 et 23 mai 1913 coordonnées sont modifiés comme suit :

Art. 7. — Le second alinéa est rédigé comme suit :

« La désignation précise des associés solidaires et leur nationalité actuelle, et, s'il y a lieu, la date et l'acte leur concédant un changement de nationalité ;

La raison de commerce de la société ;

La désignation et la nationalité des associés ayant la gestion et la signature sociale ;

La désignation précise et la nationalité des commanditaires qui doivent fournir des valeurs avec l'indication des obligations de chacun ;

L'époque où la société doit commencer et celle où elle doit finir. »

Art. 30. — La disposition sui-

WETSVOORSTEL

tot wijziging van het Wetboek van Koophandel (Titel IX. — Van de Vennootschappen), wat aangaat de nationaliteit van de vennoten, beheerders en commissarissen der Belgische vennootschappen.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 7, 30, 32, 36, 42, 51, 53, 58, 63, 64, 74, 76, 78, 117 en 173 der samengeordende wetten van 18 Mei 1873, 26 December 1881, 22 Mei 1886, 16 Mei 1901 en 23 Mei 1913 worden gewijzigd als volgt :

Art. 7. — Het tweede lid wordt gewijzigd als volgt :

« De nauwkeurige aanwijzing der hoofdelijk voor het geheel aansprakelijke vennoten en hunne huidige nationaliteit, alsmede, bij voorkomend geval, den datum waarop en de akte waarbij hun eene verandering van nationaliteit toegestaan wordt ;

Den handelsnaam der vennootschap ;

De aanwijzing en de nationaliteit der vennoten belast met het beheer en de onderteekening der firma ;

De nauwkeurige aanwijzing en de nationaliteit der geldschietters die waarden moeten leveren, met vermelding der verbintenissen van elk hunner ;

Het tijdstip waarop de vennootschap beginnen moet en dit waarop zij eindigen moet. »

Art. 30. — De navolgende bepa-

vante est introduite après le premier alinéa :

« 1° La nationalité de chacun des associés et comparants, leur nationalité actuelle, et, s'il y a lieu, la date et l'acte leur concédant un changement de nationalité. »

La numérotation des autres alinéas est modifiée en conséquence.

Art. 32. — Ajouter au 2° :

Les noms, prénoms, professions, domiciles et nationalité actuelle des fondateurs.

Art. 36. — Le premier alinéa est modifié comme suit :

« L'exposition, l'offre et la vente publiques d'actions, titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, doivent être précédés de la publication aux annexes du *Moniteur* d'une notice, datée et signée par les vendeurs, et indiquant outre les noms, prénoms, professions, domicile et nationalité actuelle des signataires : »

Art. 42. — Le second alinéa est modifié comme il suit :

« La désignation précise de chaque actionnaire, avec mention de sa nationalité actuelle et l'indication du nombre de ses actions. »

Art. 51. — Le dernier alinéa est modifié comme suit :

« La liste des actionnaires qui n'ont pas encore entièrement libéré leurs actions, avec l'indication des sommes dont ils sont redevables, et la désignation précise de la nationa-

ling wordt na het 1^{ste} lid ingelascht :

« 1° De nationaliteit van elk der vennooten en verschijnenden, hunne huidige nationaliteit en, bij voorkomend geval, den datum waarop en de akte waarbij hun eene verandering van nationaliteit toegestaan wordt. »

De nummering van de overige alinea's moet hiernaar gewijzigd worden.

Art 32. — Aan n^r 2° wordt toegevoegd :

De namen, voornamen, beroep, woonplaats en huidige nationaliteit der oprichters.

Art. 36. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« Aan het openbaar uitstellen, aanbieden en verkoopen van aandelen, titels of winstaandeelen, welke ook hunne benaming zij, moet voorafgaan de bekendmaking, in de bijlagen van het *Staatsblad*, van eene gedagteekende en door de verkoopers onderteekende nota, aanduidende, behalve de namen en voornamen, het beroep, de woonplaats en de huidige nationaliteit der onderteekenaars : »

Art. 42. — Het tweede lid wordt gewijzigd als volgt :

« De nauwkeurige aanwijzing van elken aandeelhouder met vermelding van zijne huidige nationaliteit en opgave van het getal zijner aandelen. »

Art. 51. — Het laatste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De lijst der aandeelhouders, die het volle bedrag van hunne aandelen nog niet gestort hebben, met aanduiding van de door hen verschuldigde sommen en nauwkeurige

lité et du domicile de ceux qui ne sont pas sujets belges. »

Art. 55. — Le premier alinéa est complété comme il suit :

« Les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins. La moitié des administrateurs au moins doit être de nationalité belge. »

Art. 58. — Le second alinéa est modifié comme il suit :

« Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire et la nationalité de celui-ci doivent être indiqués lors du dépôt ; il en est donné connaissance à la première assemblée générale. En outre, si le propriétaire des actions est de nationalité étrangère, la mention en est publiée à la suite de la publication du bilan. »

Art. 63. — Ajouter un alinéa final :

« L'acte conférant la délégation indique la nationalité de ces agents. »

Art. 64. — Le premier alinéa est modifié comme il suit :

« La surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaires.

» La majorité de ceux-ci doit être de nationalité belge. »

Art. 74. — La disposition suivante est ajoutée après le premier alinéa :

« Il est dressé par les soins de la société, avant l'ouverture de l'assemblée, une liste mentionnant le nom, les prénoms, le domicile et la nationalité déclarés par les actionnaires ayant déposé leurs titres en vue

aanwijzing der nationaliteit en der woonplaats van hen, die niet Belgische onderdanen zijn. »

Art. 55. — Het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« De beheerders moeten zijn ten getale van ten minste drie. Ten minste de helft van de beheerders moet tot de Belgische nationaliteit behooren. »

Art. 58. — Het tweede lid wordt gewijzigd als volgt :

« Indien de aandeelen niet toebehooren aan den beheerder wiens beheer zij waarborgen, moeten, bij de bewaargeving, de naam en de nationaliteit van den eigenaar vermeld worden; daarvan wordt kennis gegeven op de eerstvolgende algemeene vergadering. Daarenboven, indien de eigenaar der aandeelen tot eene vreemde nationaliteit behoort, wordt dit onderaan op de bekendgemaakte balans vermeld. »

Art. 63. — Aan dit artikel wordt de volgende slotalinea toegevoegd :

« De akte, waarbij de opdracht wordt verleend, vermeldt de nationaliteit dier agenten. »

Art. 64. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« Het toezicht over de vennootschap moet aan een of meer commissarissen worden opgedragen.

« De meerderheid daarvan moet tot de Belgische nationaliteit behooren. »

Art. 74. — De navolgende bepaling wordt na het eerste lid ingelascht :

« Vóór het openen van de vergadering wordt, door de zórgen van de vennootschap, eene lijst opge maakt, waarop zijn vermeld de naam, de voornamen, de woonplaats en de nationaliteit aangegeven door

d'assister à l'assemblée. Tout actionnaire ou obligataire a le droit d'en prendre connaissance. »

Art. 76. — Le 3^o est rédigé comme suit :

« 3^o De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de ces actions et la désignation précise de la nationalité et du domicile des propriétaires. »

Le dit article est complété par un alinéa final conçu comme il suit :

« Il a de même le droit de se faire délivrer, moyennant remboursement des frais, de la liste de présence dressée en conformité de l'art. 74, alinéa 2. »

Art. 78. — Le second alinéa est rédigé :

« A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions des administrateurs et commissaires en fonctions, avec mention de la nationalité actuelle et, s'il y a lieu, la date et l'acte leur concédant un changement de nationalité; ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale. »

Art. 117. — Un numéro 3^o rédigé comme il suit est ajouté à cet article :

« La désignation précise des associés et leur nationalité actuelle, avec indication, le cas échéant, de la date et de l'acte d'acquisition de la nationalité belge. »

de aandeelhouders, die hunne titels hebben overgelegd om de vergadering bij te wonen. Elke aandeelhouder of obligatiehouder heeft het recht, inzage daarvan te nemen. »

Art. 76. — N^o 3^o wordt gewijzigd als volgt :

« 3^o Van de lijst der aandeelhouders die hunne aandelen niet hebben volgestort, met aanduiding van het getal dier aandelen en nauwkeurige aanwijzing van de nationaliteit en de woonplaats der eigenaars. »

Dit artikel wordt aangevuld door eene slotbepaling, luidende :

« Hij heeft eveneens het recht, zich de overeenkomstig artikel 74, § 2, opgemaakte aanwezigheidslijst, mits terugbetaling der kosten, te doen afleveren. »

Art. 78. — Het 2^{de} lid wordt gewijzigd als volgt :

« Achteraan op de balans worden bekendgemaakt de namen, de voornamen, het beroep van de in bediening zijnde beheerders en commissarissen, met vermelding van de huidige nationaliteit en, bij voorkomend geval, den datum waarop en de akte waarbij hun eene verandering van nationaliteit toegestaan wordt, alsmede eene tabel tot aanwijzing van het gebruik en de verdeling der zuivere winsten overeenkomstig de beslissingen der algemeene vergadering. »

Art. 117. — Aan dit artikel wordt een n^o 3^o toegevoegd, luidende :

« De nauwkeurige aanwijzing der vennoten en hunne huidige nationaliteit, alsmede, bij voorkomend geval, den datum en de akte van verkrijging der Belgische nationaliteit. »

Art. 175. — Un numéro 2^o ainsi conçu est ajouté à cet article :

« 2^o Ceux qui n'auront pas fourni ou opéré les mentions de nationalité prescrites par les articles 7, 30, 32, 36, 42, 51, 58, 63, 74, 78, 117, ou fourni, même de bonne foi, de fausses indications ayant eu pour conséquence de faire apparaître des titres comme appartenant à des personnes d'une autre nationalité, le tout sans préjudice, le cas échéant, de l'application des peines du faux »

Le numérotage des autres alinéas est modifié en conséquence.

ART. 2.

Dans les sociétés anonymes, en commandite par actions et coopératives, il pourra être mis fin anticipativement au mandat des administrateurs et commissaires en fonctions de nationalité étrangère par la première assemblée générale des actionnaires, alors même que cet objet ne figurerait pas à l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 175. — Aan dit artikel wordt een n^o 2^o toegevoegd, luidende :

« 2^o Zij, die de bij artikelen 7, 30, 32, 36, 42, 51, 58, 63, 74, 78, 117 vereischte vermeldingen van nationaliteit niet hebben geleverd of gedaan, ofwel zelfs te goeder trouw valsche aanwijzingen hebben geleverd, die ten gevolge hadden, titels te doen voorkomen als toebehoorende aan personen van eene andere nationaliteit, dit alles onverminderd, bij voorkomend geval, de toepassing der straffen van de valsheid. »

De nummering der overige alinéas wordt hiernaar gewijzigd.

ART. 2.

In de naamlooze vennootschappen, in de vennootschappen bij wijze van geldschieting en in de samenwerkende vennootschappen kan het mandaat der in bediening zijnde beheerders en commissarissen van vreemde nationaliteit bij vervroeging ingetrokken worden door de eerstvolgende algemeene vergadering der aandeelhouders, zelfs wanneer dit onderwerp niet op de dagorde van de vergadering mocht voorkomen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1919.

Wetsvoorstel

tot wijziging van het Wetboek van koophandel (Titel IX van de Vennootschappen), wat aangaat de nationaliteit van de vennoten, beheerders en commissarissen der Belgische vennootschappen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De handelsvennootschappen, opgericht onder het beheer der wet van 25 Mei 1913, zijn rechtspersonen onderscheiden van die der vennoten.

Noch de oorsprong der kapitalen, noch de nationaliteit der vennoten, die der zaakvoerders of beheerders, noch de plaats waar de vennootschap werkzaam is, oefenen invloed uit op de nationaliteit der vennootschap zelve.

Het volstaat dat de vennoten zich aan de Belgische wet hebben willen onderwerpen, dat zij de hoofdinstelling der vennootschap — haar maatschappelijke zetel — werkelijk in België hebben gevestigd, opdat de vennootschap Belgisch zij.

Eene vennootschap, waarvan het geheele kapitaal zou toebehooren aan vreemdelingen, in welker Raad geen enkel Belg zou zitting hebben, zou nochtans niet kunnen beschouwd worden als eene vreemde vennootschap, of onderworpen aan een regiem verschillend van dat-welk eene vennootschap, waarvan al de vennoten Belgen zijn, beheert.

In strijd met de regelen, die in andere landen toegepast worden, ontstaat het voordeel der rechtspersoonlijkheid van zelf, door de eenvoudige verklaring van den wil der vennoten om een rechtspersoon te vormen. Zij bestaat van rechtswege en niet bij vergunning of uit gunst. De machtiging der Regeering is niet vereischt voor de oprichting der handelsvennootschappen of voor hare werking, welk doel zij ook mogen beoogen, zoo dit doel niet in strijd is met de wet, al ware het in strijd met onze economische levensbelangen.

Het past hier niet te bespreken of de Belgische wetgeving zich tot heden terecht of ten onrechte zoo mild toonde jegens vreemdelingen.

Maar dit dient vastgesteld, dat de economische politiek van gisteren zeker niet die van morgen zal wezen : ons land kan niet gelijkelijk voorkomend en herbergzaam blijven voor de handels- en nijverheidsbedrijven, welke de vreemdelingen, tot welke natie zij ook behooren, met om 't even welke doel, op ons grondgebied zouden willen ondernemen. Het stelsel der onzij-

digheid, aan België opgelegd, bracht plichten, verplichtingen mede — zelfs op het gebied der economische betrekkingen — ten aanzien derwelke ons land zijne volle onafhankelijkheid heeft herwonnen.

België heeft de overweldiging van zijn grondgebied in den militairen strijd met de wapens afgekeerd. Doch morgen zal het gewikkeld zijn in den economischen strijd, van welks uitslag het lot van ons land zal afhangen.

Op den geweldigen, brutalen aanval zullen volgen de pogingen tot langzame en volhardende bezetting. De vijand zal trachten zijne belegeringswerken ter smuik uit te voeren. Onder den dekmantel der valsche opschriften en der logenachtige meldingen van herkomst, onder het masker der firma's en der uithangborden uit gediensstigheid zal hij zijne producten en zijne inrichtingen verbergen. De leiding van dien oorlog zal niet minder ernstig en beslissend zijn.

Het is noodig dat de strijd met open vizier worde voortgezet; dat wij voortaan weten met wie wij te doen hebben, met vriend of vijand: « *België vooreerst aan de Belgen,* » en daarna aan hen die met België hebben gestreden, die zich trouwe en eerlijke vrienden en bondgenooten toonden in de sombere dagen. Welke zou de wezenlijke waarde kunnen zijn van eene overeenkomst of eene belofte van commercieelen aard, daar waar eene overeenkomst van openbaar recht kan gehouden worden voor een stukje papier waar nood wet breekt, wanneer het morgen noodig zal zijn veldslagen op handelsgebied te winnen.

Vergeeten wij nooit. Ook zou men niet begripen dat men voortaan moeilijkheden of vertraging zou ontmoeten om vast te stellen welke de nationaliteit is van hem, met wien wij handelen, van waar de aangeboden kapitalen komen of waar zij heengaan, waar de ons te koop geboden producten gefabriceerd werden.

Personen en goederen moeten van hunne identiteitskaart zijn voorzien.

Wij houden ons overtuigd dat beschikkingen van algemeene handelspolitie dienaangaande eerlang zullen getroffen worden.

Geen vreemdeling mag in Zwitserland verblijven zonder een inschrijvingsbewijs van zijn consulaat in te dienen, waardoor zijne identiteit, de echtheid van zijne geboorteacte, gezinsboekje, enz., bevestigd worden.

In Spanje moet ieder persoon voorzien zijn van een identiteitsbriefje.

In Italië heeft een de verklaring van de nationaliteit der handelaars en nijveraars verplichtend gemaakt.

Een wetsontwerp, in het Lagerhuis aangeboden, houdt dat elk handelaar in het lokaal, waar hij zijn beroep uitoefent, een uittreksel van het register der bevolking met aanduiding zijner nationaliteit moet ophangen.

In Spanje, Zwitserland, Noorwegen, Denemarken, Hongarië, Duitschland heeft de wet de handelsregisters ingevoerd.

Frankrijk zet dit werk voort. Het is tijd dat vreemdeling en vijand niet meer gedekt zijn door ons nationaal paviljoen. Te veel handelsreizigers en beampten, bestuurders van vreemde nijverheidsbedrijven hebben wij teruggevonden in de Kommandanturen, de Zentralen, de besturen die den inval vergemakkelijkt, onze bevolking schattingen opgelegd, onze nijverheid geplunderd hebben.

Maar al de maatregelen, die wij zoo pas herinnerden en die zoo onmisbaar als practisch schijnen ten aanzien der personen, loopen gevaar onmachtig en vruchteloos te blijven voor de kapitalen en de vennooten der vennootschappen, die naamloosheid tot grondslag hebben.

Voor deze doet de huidige wetgeving den vreemdelingen een gemakkelijk middel aan de hand om hunne nationaliteit en de herkomst der in België werkende kapitalen te verbergen. Zoo ontwikkelde zich ruimschoots dat internationaliseeren der kapitalen, waardoor het mogelijk was te zeggen dat « het geld geen vaderland heeft », en, zelfs in den loop van den oorlog, pogingen tot toenadering en wederzijdsche inschikkelijkheid tusschen « mannen van zaken » vast te stellen.

Om het gewenschte doel te bereiken, om te weten of eene vennootschap er geene vreemde is met Belgische woorden, is het noodig dat het publiek gemakkelijk kunne weten welke naam en nationaliteit zijn dergenen, die bij den aanvang de vennootschap hebben opgericht, de nationaliteit der beheerders en der commissarissen.

Het aandeel der naamlooze vennootschappen is aan toonder en dus kan de aandeelhouder, die aanvankelijk Belg was, het overmaken aan een vreemdeling en omgekeerd. Er kan echter geen sprake zijn van aan het aandeel zijn karakter te ontnemen van titel aan toonder, die het, voor de naamlooze vennootschap, tot een machtig middel van crediet en werking herschept.

Men sluit niet de ingangen van het huis opdat het niet aan boosdoeners tot toevlucht diene, maar men verzekert de ijverige bewaking van hen die er mochten verkeerren.

Doch, niettegenstaande het karakter van overdraagbaarheid van het aandeel, is het in den loop van het maatschappelijk bestaan mogelijk zich van de nationaliteit van een min of meer groot getal aandeelhouders te vergewissen; de vermelding in het register der aandeelhouders en in de lijsten van aanwezigheid op de vergaderingen zal volstaan. Ongetwijfeld zal de contrôle niet volmaakt wezen. Thans is zij onmogelijk,

Ter vrijwaring onzer economische belangen is het insgelijks van belang te beletten dat de vreemde invloed de overhand hebbe in de raden van beheer en toezicht der nationale vennootschappen.

Het zuiveringswerk, dat reeds in de raden van zekere vennootschappen werd verricht, de reeds ingewonnen inlichtingen, namelijk door de dwang-beheerders, hebben aan 't licht gebracht hoe, zoo in België als in Frankrijk, de vreemdeling misbruik had gemaakt van het gemak, hem door onze wet op de vennootschappen gelaten, om vergunningen, bestellingen, voordeelen van allen aard te bekomen, waarvan zooniet al de winst dan toch de voor-naamste in den vreemde opgestreken werd.

Daarom hebben de door ons voorgestelde bepalingen voor doel aan onze landgenooten de meerderheid te verzekeren in al de vennootschappen, die het voordeel en de bescherming onzer wetgeving inroepen.

Sommigen hadden verder willen gaan en de meerderheid op twee derden bepalen. Doch men mag niet uit het oog verliezen dat zoozeer als wij er belang bij hebben sommige vreemdelingen te verwijderen, wij er evenzeer kunnen bij hebben om de medewerking van anderen na te jagen.

Anderzijds kan eene bestendige wet niet verbieden, zooals sommige

voorstellen die in het buitenland werden gedaan, dat aan het beheer der Belgische vennootschappen deelnemen personen van eene bepaalde nationaliteit. Aan de Belgische vaderlandsliefde behoort die taak. Aan de Belgische beheerders te weigeren op nieuw betrekkingen aan te knopen, zitting te hebben met vreemde collega's, wier medewerking de openbare zienswijze krenkt; aan het publiek, de politie op 's lands nijverheid te verzekeren, door niet te willen handelen met vennootschappen, die een aldus samengestelden beheerraad zouden aannemen.

Merken wij daarbij op, dat de melding der tegenwoordige nationaliteit, zondermeer, van de beheerders en commissarissen in vele gevallen ontoereikend zou zijn om het publiek nopens de wezenlijke nationaliteit der beheerders en commissarissen in te lichten.

Zoo hebben, al is het niet mogelijk twee nationaliteiten tegelijk te bezitten. Sommige landen, zooals Duitschland door zijne wet van 22 Juli 1913, aangenomen dat een Duitscher de Belgische nationaliteit kon bekomen zonder zijne oorspronkelijke nationaliteit te verliezen : het is hem voldoende handelingen te verrichten of verklaringen te doen, die het publiek niet kent, om slechts den schijn zijner nieuwe nationaliteit te hebben en Duitscherte blijven van rechtswege zooals hij het feitelijk blijven zal.

In afwachting van de bepalingen, die onvermijdelijk moeten genomen worden nopens de hoedanigheid van Belg door optie, naturalisatie, huwelijk, ofwel om den rechtstoestand der *heimatlosen* — die internationale landloopers — te regelen, zal de aanwijzing van den datum van de acte of van het feit, waaruit het bekomen der Belgische nationaliteit volgt, zeer nuttige aanduidingen verstrekken.

Eindelijk is het van belang dat de aandeelhouders, van hunne eerste vergadering af, in staat zijn de volledige uitvoering dezer wet te verzekeren. Het grondbeginsel der wet van 1913 is overigens dat de beheerders en commissarissen te allen tijde kunnen ontzet worden van hun ambt.

Het leidend beginsel van de wet op de vennootschappen, dat het eenig behoudmiddel tegen misbruiken aan de hand doet, is de openbaarheid. Het huidig ontwerp versterkt die op voornamen punten. Wij dienen voortaan te weten niet alleen tot welke zaken men ons vraagt mede te werken, maar door wie zij ons voorgesteld worden.

Het wetsontwerp, waarvan wij om instemming vanwege het Parlement verzoeken, kan een voorbeeld inroepen :

De wet van 31 Maart 1898 op de beroepsverenigingen bepaalt (artikel 4) dat « het bestuur der vereeniging slechts kan toevertrouwd worden aan Belgen of aan vreemdelingen, die gemachtigd zijn hunne woonplaats in het Rijk te vestigen en er werkelijk verblijven. » Artikel 5 eischt dat bij de standregelen worde gevoegd « de lijst der leden die, in welke hoedanigheid ook, deelnemen aan het bestuur der vereeniging of aan het bestuur harer goederen. Naast elken naam en voornaam, vermeldt zij de nationaliteit... enz. »

P. WAUWERMANS.

PROPOSITION DE LOI

modifiant le Code de commerce (Titre IX des Sociétés), relativement à la nationalité des associés, administrateurs et commissaires des sociétés belges.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 7, 30, 32, 36, 42, 51, 53, 58, 63, 64, 74, 76, 78, 117 et 173 des lois des 18 mai 1873, 26 décembre 1881, 22 mai 1886, 16 mai 1901 et 25 mai 1913 coordonnées sont modifiés comme suit :

Art. 7. — Le second alinéa est rédigé comme suit :

« La désignation précise des associés solidaires et leur nationalité actuelle, et, s'il y a lieu, la date et l'acte leur concédant un changement de nationalité ;

La raison de commerce de la société ;

La désignation et la nationalité des associés ayant la gestion et la signature sociale ;

La désignation précise et la nationalité des commanditaires qui doivent fournir des valeurs avec l'indication des obligations de chacun ;

L'époque où la société doit commencer et celle où elle doit finir. »

Art. 30. — La disposition sui-

WETSVOORSTEL

tot wijziging van het Wetboek van Koophandel (Titel IX. — Van de Vennootschappen), wat aangaat de nationaliteit van de vennoten, beheerders en commissarissen der Belgische vennootschappen.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 7, 30, 32, 36, 42, 51, 53, 58, 63, 64, 74, 76, 78, 117 en 173 der samengeordende wetten van 18 Mei 1873, 26 December 1881, 22 Mei 1886, 16 Mei 1901 en 25 Mei 1913 worden gewijzigd als volgt :

Art. 7. — Het tweede lid wordt gewijzigd als volgt :

« De nauwkeurige aanwijzing der hoofdelijk voor het geheel aansprakelijke vennoten en hunne huidige nationaliteit, alsmede, bij voorkomend geval, den datum waarop en de akte waarbij hun eene verandering van nationaliteit toegestaan wordt ;

Den handelsnaam der vennootschap ;

De aanwijzing en de nationaliteit der vennoten belast met het beheer en de ondertekening der firma ;

De nauwkeurige aanwijzing en de nationaliteit der geldschietters die waarden moeten leveren, met vermelding der verbintenissen van elk hunner ;

Het tijdstip waarop de vennootschap beginnen moet en dit waarop zij eindigen moet. »

Art. 30. — De navolgende bepa-

vante est introduite après le premier alinéa :

« 1° La nationalité de chacun des associés et comparants, leur nationalité actuelle, et, s'il y a lieu, la date et l'acte leur concédant un changement de nationalité. »

La numérotation des autres alinéas est modifiée en conséquence.

Art. 32. — Ajouter au 2° :

Les noms, prénoms, professions, domiciles et nationalité actuelle des fondateurs.

Art. 36. — Le premier alinéa est modifié comme suit :

« L'exposition, l'offre et la vente publiques d'actions, titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, doivent être précédés de la publication aux annexes du *Moniteur* d'une notice, datée et signée par les vendeurs, et indiquant outre les noms, prénoms, professions, domicile et nationalité actuelle des signataires : »

Art. 42. — Le second alinéa est modifié comme il suit :

« La désignation précise de chaque actionnaire, avec mention de sa nationalité actuelle et l'indication du nombre de ses actions. »

Art. 51. — Le dernier alinéa est modifié comme suit :

« La liste des actionnaires qui n'ont pas encore entièrement libéré leurs actions, avec l'indication des sommes dont ils sont redevables, et la désignation précise de la nationa-

ling wordt na het 1^{ste} lid ingelascht :

« 1° De nationaliteit van elk der vennooten en verschijnenden, hunne huidige nationaliteit en, bij voorkomend geval, den datum waarop en de akte waarbij hun eene verandering van nationaliteit toegestaan wordt. »

De nummering van de overige alinea's moet hiernaar gewijzigd worden.

Art 32. — Aan n^r 2° wordt toegevoegd :

De namen, voornamen, beroep, woonplaats en huidige nationaliteit der oprichters.

Art. 36. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« Aan het openbaar uitstellen, aanbieden en verkoopen van aandelen, titels of winstaandeelen, welke ook hunne benaming zij, moet voorafgaan de bekendmaking, in de bijlagen van het *Staatsblad*, van eene gedagteekende en door de verkoopers onderteekende nota, aanduidende, behalve de namen en voornamen, het beroep, de woonplaats en de huidige nationaliteit der onderteekenaars : »

Art. 42. — Het tweede lid wordt gewijzigd als volgt :

« De nauwkeurige aanwijzing van elken aandeelhouder met vermelding van zijne huidige nationaliteit en opgave van het getal zijner aandelen. »

Art. 51. — Het laatste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De lijst der aandeelhouders, die het volle bedrag van hunne aandelen nog niet gestort hebben, met aanduiding van de door hen verschuldigde sommen en nauwkeurige

lité et du domicile de ceux qui ne sont pas sujets belges. »

Art. 55. — Le premier alinéa est complété comme il suit :

« Les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins. La moitié des administrateurs au moins doit être de nationalité belge. »

Art. 58. — Le second alinéa est modifié comme il suit :

« Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire et la nationalité de celui-ci doivent être indiqués lors du dépôt ; il en est donné connaissance à la première assemblée générale. En outre, si le propriétaire des actions est de nationalité étrangère, la mention en est publiée à la suite de la publication du bilan. »

Art. 63. — Ajouter un alinéa final :

« L'acte conférant la délégation indique la nationalité de ces agents. »

Art. 64. — Le premier alinéa est modifié comme il suit :

« La surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaires.

» La majorité de ceux-ci doit être de nationalité belge. »

Art. 74. — La disposition suivante est ajoutée après le premier alinéa :

« Il est dressé par les soins de la société, avant l'ouverture de l'assemblée, une liste mentionnant le nom, les prénoms, le domicile et la nationalité déclarés par les actionnaires ayant déposé leurs titres en vue

aanwijzing der nationaliteit en der woonplaats van hen, die niet Belgische onderdanen zijn. »

Art. 55. — Het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« De beheerders moeten zijn ten getale van ten minste drie. Ten minste de helft van de beheerders moet tot de Belgische nationaliteit behoren. »

Art. 58. — Het tweede lid wordt gewijzigd als volgt :

« Indien de aandelen niet toebehooren aan den beheerder wiens beheer zij waarborgen, moeten, bij de bewaargeving, de naam en de nationaliteit van den eigenaar vermeld worden ; daarvan wordt kennis gegeven op de eerstvolgende algemeene vergadering. Daarenboven, indien de eigenaar der aandelen tot eene vreemde nationaliteit behoort, wordt dit onderaan op de bekendgemaakte balans vermeld. »

Art. 63. — Aan dit artikel wordt de volgende slotalinéa toegevoegd :

« De akte, waarbij de opdracht wordt verleend, vermeldt de nationaliteit dier agenten. »

Art. 64. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« Het toezicht over de vennootschap moet aan een of meer commissarissen worden opgedragen.

« De meerderheid daarvan moet tot de Belgische nationaliteit behoren. »

Art. 74. — De navolgende bepaling wordt na het eerste lid ingelascht :

« Vóór het openen van de vergadering wordt, door de zorgen van de vennootschap, eene lijst opge maakt, waarop zijn vermeld de naam, de voornamen, de woonplaats en de nationaliteit aangegeven door

d'assister à l'assemblée. Tout actionnaire ou obligataire a le droit d'en prendre connaissance. »

Art. 76. — Le 3° est rédigé comme suit :

« 3° De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de ces actions et la désignation précise de la nationalité et du domicile des propriétaires. »

Le dit article est complété par un alinéa final conçu comme il suit :

« Il a de même le droit de se faire délivrer, moyennant remboursement des frais, de la liste de présence dressée en conformité de l'art. 74, alinéa 2. »

Art. 78. — Le second alinéa est rédigé :

« A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions des administrateurs et commissaires en fonctions, avec mention de la nationalité actuelle et, s'il y a lieu, la date et l'acte leur concédant un changement de nationalité; ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale. »

Art. 117. — Un numéro 3° rédigé comme il suit est ajouté à cet article :

« La désignation précise des associés et leur nationalité actuelle, avec indication, le cas échéant, de la date et de l'acte d'acquisition de la nationalité belge. »

de aandeelhouders, die hunne titels hebben overgelegd om de vergadering bij te wonen. Elke aandeelhouder of obligatiehouder heeft het recht, inzage daarvan te nemen. »

Art. 76. — N° 3° wordt gewijzigd als volgt :

« 3° Van de lijst der aandeelhouders die hunne aandelen niet hebben volgestort, met aanduiding van het getal dier aandelen en nauwkeurige aanwijzing van de nationaliteit en de woonplaats der eigenaars. »

Dit artikel wordt aangevuld door eene slotbepaling, luidende :

« Hij heeft eveneens het recht, zich de overeenkomstig artikel 74, § 2, opgemaakte aanwezigheidslijst, mits terugbetaling der kosten, te doen afleveren. »

Art. 78. — Het 2° lid wordt gewijzigd als volgt :

« Achteraan op de balans worden bekendgemaakt de namen, de voornamen, het beroep van de in bediening zijnde beheerders en commissarissen; met vermelding van de huidige nationaliteit en, bij voorkomend geval, den datum waarop en de akte waarbij hun eene verandering van nationaliteit toegestaan wordt, alsmede eene tabel tot aanwijzing van het gebruik en de verdeling der zuivere winsten overeenkomstig de beslissingen der algemeene vergadering. »

Art. 117. — Aan dit artikel wordt een n° 3° toegevoegd, luidende :

« De nauwkeurige aanwijzing der vennoten en hunne huidige nationaliteit, alsmede, bij voorkomend geval, den datum en de akte van verkrijging der Belgische nationaliteit. »

Art. 175. — Un numéro 2° ainsi conçu est ajouté à cet article :

« 2° Ceux qui n'auront pas fourni ou opéré les mentions de nationalité prescrites par les articles 7, 30, 32, 36, 42, 51, 58, 63, 74, 78, 117. ou fourni, même de bonne foi, de fausses indications ayant eu pour conséquence de faire apparaître des titres comme appartenant à des personnes d'une autre nationalité, le tout sans préjudice, le cas échéant, de l'application des peines du faux »

Le numérotage des autres alinéas est modifié en conséquence.

ART. 2.

Dans les sociétés anonymes, en commandite par actions et coopératives, il pourra être mis fin anticipativement au mandat des administrateurs et commissaires en fonctions de nationalité étrangère par la première assemblée générale des actionnaires, alors même que cet objet ne figurerait pas à l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 175. — Aan dit artikel wordt een n° 2° toegevoegd, luidende :

« 2° Zij, die de bij artikelen 7, 30, 32, 36, 42, 51, 58, 63, 74, 78, 117 vereischte vermeldingen van nationaliteit niet hebben geleverd of gedaan, ofwel zelfs te goeder trouw valsche aanwijzingen hebben geleverd, die ten gevolge hadden, titels te doen voorkomen als toebehoorende aan personen van eene andere nationaliteit, dit alles onverminderd, bij voorkomend geval, de toepassing der straffen van de valsheid. »

De nummering der overige alinéas wordt hiernaar gewijzigd.

ART. 2.

In de naamlooze vennootschappen, in de vennootschappen bij wijze van geldschieting en in de samenwerkende vennootschappen kan het mandaat der in bediening zijnde beheerders en commissarissen van vreemde nationaliteit bij vervroeging ingetrokken worden door de eerstvolgende algemeene vergadering der aandeelhouders, zelfs wanneer dit onderwerp niet op de dagorde van de vergadering mocht voorkomen.